

apropos

[Perspektiven auf die Romania]

Sprache/Literatur/Kultur/Geschichte/Ideen/Politik/Gesellschaft

5 | 2020

Außenseiterdiskurse – interdisziplinäre Perspektiven auf ein
anhaltend aktuelles Phänomen

Rezension von Gallagher, Tom. 2020. *Salazar. The Dictator Who Refused to Die*. London : Hurst & Company.

Victor Pereira

apropos [Perspektiven auf die Romania]

hosted by Hamburg University Press

2020, 5

pp. 165-169

ISSN: 2627-3446



Online

<https://journals.sub.uni-hamburg.de/apropos/article/view/1586>

Zitierweise

Pereira, Victor. 2020. „Rezension von Gallagher, Tom. 2020. *Salazar. The Dictator Who Refused to Die*. London : Hurst & Company“, *apropos [Perspektiven auf die Romania]* 5, 165-169. doi: 10.15460/apropos.5.1586

Except where otherwise noted, this article is licensed under a Creative Commons

Attribution 4.0 International license (CC BY 4.0)



Indexed in
DOAJ DIRECTORY OF
OPEN ACCESS
JOURNALS

Victor Pereira

Compte rendu

GALLAGHER, Tom. 2020. *Salazar. The Dictator Who Refused to Die*. London : Hurst & Company.

Victor Pereira

est maître de Conférences en Histoire
Contemporaine à l'université de Pau
et des Pays de l'Adour

victor.pereira@univ-pau.fr

Mots-clés

Portugal – *Estado Novo* – Salazar – Biographie – Dictature

Un demi-siècle après le décès d'António de Oliveira Salazar, Tom Gallagher, politiste britannique, revient à son premier champ de recherche : le Portugal du XX^{ème} siècle. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, avant de publier principalement sur l'Écosse, la Roumanie et les Balkans, Gallagher avait signé plusieurs articles et ouvrages sur l'histoire d'un pays qui suscitait alors une forte attention internationale du fait de la révolution des Œillets, du PREC (Processus Révolutionnaire en Cours) des années 1974-1975 et de la décolonisation. Comme Gallagher l'indique dans son introduction, cette biographie découle d'une commande qui lui a été formulée par l'éditeur au début de l'année 2019. C'est donc en un peu plus d'un an que l'auteur a rédigé ce livre de 350 pages, notes, bibliographie et index compris. Dans cette même introduction, l'auteur reconnaît ne pas avoir eu l'opportunité de travailler sur des sources primaires, notamment les volumineux papiers Salazar déposés aux archives nationales portugaises et consultables depuis le milieu des années 1990¹. Les quelques sources citées proviennent des archives diplomatiques américaines, disponibles en ligne. Néanmoins, la bibliographie utilisée est consistante – sans être exhaustive, loin de là – et l'auteur a pu bénéficier des nombreux travaux publiés sur l'*Estado Novo* en général et sur Salazar en particulier depuis les années 1980. Si, à la différence d'Adolf Hitler, de Benito Mussolini ou de Charles de Gaulle, également décédé en 1970, Salazar n'a pas suscité de nombreuses vocations de biographes, Tom Gallagher peut s'appuyer sur deux ouvrages qui constituent désormais des références incontournables : l'hagiographie, en six volumes, rédigée par Alberto Franco Nogueira, le dernier

¹ L'inventaire de cet imposant fonds a été mis en ligne par les Archives nationales portugaises : <<https://digitarq.arquivos.pt/details?id=3886687>> .

ministre des Affaires étrangères du dictateur et la première biographie académique de Salazar publiée en 2009 par l'historien Filipe Ribeiro de Meneses qui s'était, lui, plongé dans les archives.

Le lecteur de ces deux biographies antérieures n'apprendra rien d'essentiellement nouveau à la lecture de l'œuvre de Gallagher qui n'aspire pas à dévoiler des secrets ou à proposer des interprétations novatrices. La biographie proposée est de facture classique, suivant chronologiquement la trajectoire de Salazar de son enfance à sa mort. Elle se concentre essentiellement sur son action au gouvernement, d'abord comme ministre des Finances nommé en 1928, puis comme président du Conseil de 1932 à 1968 (période pendant laquelle il cumule fréquemment différents portefeuilles ministériels). La dimension diplomatique est le plus souvent à l'honneur. On suit ainsi l'action de Salazar pendant la guerre civile espagnole, pendant la Seconde Guerre mondiale, au début de la Guerre Froide et, enfin, au moment des guerres coloniales qui entraîneront la chute de la dictature en 1974. Gallagher n'omet pas la vie privée de Salazar, l'homme qui ne s'était jamais marié car, selon la propagande, il s'était pleinement consacré à son pays. Pourtant, le dictateur appréciait la compagnie des femmes et plusieurs ouvrages ont dévoilé sa vie intime.

Le biographe ne cache pas une certaine admiration pour le dictateur portugais issu d'une famille modeste des campagnes portugaises et qui devint jeune un professeur d'université respecté. Le dictateur est présenté comme un gouvernant guidé par le seul intérêt national, cherchant avant tout à protéger la souveraineté de son pays. Pour Gallagher, Salazar ne peut être considéré comme fasciste car il n'a pas soumis la population portugaise à un joug totalitaire. S'il n'omet pas l'existence du camp du Tarrafal au Cap-Vert, dans lequel des opposants principalement communistes et anarchistes ont été emprisonnés à partir de 1936 et où certains sont décédés, et s'il évoque l'action de la police politique, la dictature salazariste lui apparaît comme peu répressive comparée à l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste ou l'Espagne franquiste. Au fil de l'ouvrage, Salazar est fréquemment comparé à Franco. À la différence de son homologue espagnol, Salazar est un universitaire qui est arrivé au pouvoir grâce à son savoir universitaire et ses capacités techniques. Il reste un civil goûtant peu les rassemblements de masses et préférant travailler seul dans son cabinet, protégé par sa dévouée gouvernante.

L'ouvrage prend souvent la forme d'un plaidoyer mettant en exergue l'honnêteté de Salazar et son souci de l'intérêt national. Pour présenter Salazar sous de meilleurs atours, Gallagher brosse un portrait peu flatteur du Portugal post-1974. Ce type de légitimation basé sur une comparaison diachronique avait été employé par la propagande de l'*Estado Novo* qui présentait sans cesse la Première République (1910- 1926) comme un dramatique naufrage, remettant en cause la survie même du pays. A contrario, Salazar aurait restauré la grandeur du Portugal, l'aurait régénéré et le pays aurait été de nouveau respecté internationalement. Gallagher, lui, multiplie les comparaisons entre la période dictatoriale et la démocratie qui s'est installée au Portugal après 1974, période qui, selon lui, ne comporte que des traits négatifs. La dimension répressive de la dictature est nuancée par le fait que dans

l'année qui a suivi la révolution des Œillets, il y aurait eu plus de prisonniers politiques qu'à « aucun moment sous Salazar » (p. 3²). Gallagher ne donne aucun chiffre qui permettrait de vérifier cette affirmation. Et, surtout, il ne précise pas que la plupart de ces prisonniers sont avant tout d'anciens agents de la police politique, suspectés d'avoir commis des tortures et des sévices sur les quelque 30 000 personnes qui ont été arrêtées et emprisonnées plus ou moins longuement entre 1933 et 1974, ainsi que des informateurs de cette même police. De plus, après la tentative ratée de coup d'Etat du général Spínola en mars 1975, quelques entrepreneurs portugais – accusés de vouloir rétablir la dictature – sont également emprisonnés. Si l'instabilité révolutionnaire a provoqué la détention de personnes jugées ennemies de la démocratie, ces détentions ont débouché sur des jugements ou des libérations. Les agents de la police politique (environ 2700) ont fini par être jugés en 1976 à des peines relativement courtes et ont été pour la plupart libérés rapidement (cf. par exemple Raimundo 2018). Après 1976, les dirigeants portugais ont plutôt défendu la réconciliation nationale et les gouvernants de la dictature n'ont pas été incommodés.

Selon Gallagher, après 1974, le Portugal n'aurait connu que des dirigeants corrompus, soucieux de se créer des clientèles en distribuant emplois et prébendes, incapables de réduire les inégalités sociales et « sans trop montrer d'aptitude ou d'enthousiasme pour s'attaquer à des tâches difficiles dans des domaines comme la santé et l'éducation, ou moderniser la bureaucratie » (p. 273). Si de nombreuses affaires de corruption ont impliqué des hommes politiques portugais ces dernières années et que les enquêtes d'opinion révèlent une insatisfaction de la population portugaise vis-à-vis de leurs gouvernants, prétendre que les conditions sanitaires ou scolaires ne se sont pas améliorées depuis 1974 est peu fondé. On pourrait multiplier les statistiques à l'envi mais restons seulement dans deux domaines pointés par Gallagher : la santé et l'éducation. L'espérance de vie à la naissance est passée de 67,1 ans en 1970 (l'année de la mort de Salazar) à 80,9 ans en 2018. Le taux de mortalité périnatale était de 42,2‰ en 1960. Il n'est plus que de 3,5 ‰ en 2019. En 1960, 26 000 personnes fréquentaient un établissement de l'enseignement supérieur. En 2020, elles sont près de 400 000, alors que la population est plus âgée à la suite de la baisse substantielle de la natalité. Les nuances que l'auteur utilise pour expliquer ou contextualiser l'action de Salazar disparaissent complètement lorsqu'il s'agit de la période post-1974, fragilisant substantiellement son propos. Il utilise d'ailleurs un argument assez singulier pour expliquer l'adhésion du Portugal dans la Communauté Économique Européenne en 1986. Selon lui les dirigeants portugais auraient voulu rejoindre la CEE, non seulement pour rompre l'isolement dans lequel la dictature avait placé le pays et pour renforcer la jeune démocratie, mais aussi à cause de leur « réticence (...) à assumer la responsabilité de la gestion du Portugal » (p. 272). Cette réticence à gouverner le pays serait largement diffusée parmi les élites du pays, ce qui, pour Gallagher, permet de mettre en exergue l'exceptionnalité de la figure de Salazar. Ce dernier aurait été

² Toutes les traductions des citations sont de l'auteur.

l'un des rares à prendre ses responsabilités et il se serait sacrifié, gouvernant pendant plus de trente ans en s'attachant aux moindres détails.

La méfiance de l'auteur vis-à-vis des élites politiques démocratiques se perçoit dans les pages qu'il consacre à l'action de l'ancien consul du Portugal à Bordeaux en 1940, Aristides de Sousa Mendes. Ce dernier, reconnu comme Juste parmi les Nations par Yad Vashem en 1966, réhabilité par le Parlement portugais en 1988 et qui aura prochainement les honneurs du panthéon portugais, a signé des milliers de visas de transit (on ne peut savoir au final combien et il est vrai que les défenseurs du consul ont exagéré ce chiffre ces dernières décennies) permettant à des individus cherchant à fuir l'avancée des troupes allemandes en mai-juin 1940 d'aller au Portugal et, pour la plupart, de trouver ensuite refuge dans un pays américain. En signant ces visas à Bordeaux puis dans le Pays basque, Sousa Mendes ne respectait pas les circulaires diffusées par le ministère des Affaires étrangères, circulaires qui imposaient de consulter Lisbonne avant de délivrer des visas à des individus jugés indésirables (les apatrides, les personnes possédant des passeports Nansen mais aussi des personnes juives expulsées des territoires contrôlés par l'Allemagne nazie). Selon l'ambassadeur du Portugal en Espagne, venu dans le Pays basque stopper l'action du consul, Sousa Mendes avait perdu la raison, dépassé par les événements dramatiques alors en cours. S'appuyant notamment sur le livre d'un ancien diplomate portugais fort critique vis-à-vis de la figure de Sousa Mendes et soucieux de réhabiliter Salazar, Gallagher réduit la portée de l'action du consul portugais, rappelant notamment les différentes sanctions et rappels à l'ordre qui ont jalonné sa carrière et les écarts dans sa vie privée. Il prétend surtout que Salazar n'a pas persécuté et puni le consul qui « n'a jamais été effectivement expulsé des affaires étrangères » (p. 124). Or, il aurait suffi à l'auteur de consulter les documents d'archives mis en ligne par le ministère des Affaires étrangères portugais (Governo da República Portuguesa 2013) – notamment les pièces réunies pour le procès disciplinaire du consul – pour voir l'intervention de Salazar, alors ministre des Affaires étrangères, qui condamne le consul à la « peine d'un an d'inactivité avec le droit à la moitié du salaire de sa catégorie, devant ensuite être mis à la retraite »³. Ce ne sont pas des raisons médicales, comme le dit Gallagher, qui empêchent Sousa Mendes de reprendre son activité, mais la volonté de Salazar de punir un fonctionnaire qui lui a désobéi.

Le récit de l'action de Salazar au cours de la Seconde Guerre mondiale et de son prétendu sauvetage de milliers de Juifs est également problématique. L'auteur reprend des ouvrages qui ont dépeint le Portugal comme un pays de transit pour des milliers de Juifs et Salazar comme un homme d'État attentif à la détresse des Juifs. Il tend à laisser croire que le dictateur a réellement essayé de sauver des milliers de Juifs et plus particulièrement les Juifs sépharades qui avaient quitté la péninsule Ibérique à partir de la fin du XV^e siècle et s'étaient installés aux Pays-Bas

³ Le Ministère des Affaires étrangères portugais a mis en ligne de nombreux documents d'archives sur l'action d'Aristides de Sousa Mendes à Bordeaux en 1939-1940 et sur le procès disciplinaire qui a jugé les actes du consul : <<http://vidaspoupadas.idiplomatico.pt/aristides-de-sousa-mendes/documentos>> (09.12.2020)

ou à Salonique. Or, les travaux d'Avraham Milgram montrent, en s'appuyant sur différentes sources, que Salazar n'a jamais insisté auprès des autorités allemandes pour sauver ces Juifs, à la différence de l'Espagne par exemple (Milgram 2010). Le chiffre de 150 000 Juifs ayant transité par le Portugal pendant la guerre que cite Gallagher est très largement exagéré. Milgram propose des estimations bien plus basses : 13 000 à 15 000. Ce dernier insiste également sur les calculs ayant conduit Salazar à ouvrir temporairement le pays à des réfugiés juifs : il s'agissait pour lui de faire bonne figure vis-à-vis des Etats-Unis dans la perspective de l'après-guerre. S'il considère que Salazar a été injustement vilipendé et assimilé aux dictateurs sanguinaires du vingtième siècle, Tom Gallagher tombe parfois dans un excès inverse, exagérant une prétendue humanité d'un dirigeant qui manquait souvent d'empathie et privilégiait ce qu'il considérait être la raison d'État.

L'ouvrage compte quelques erreurs factuelles (Amilcar Cabral est assassiné en 1973 pas en 1971 ; le pont sur le Tage est achevé en 1966 pas en 1967 ; c'est le chorégraphe Maurice Béjart qui est expulsé en juin 1968, et non un journaliste, etc.) et plusieurs mots en portugais sont mal orthographiés. Il répondra toutefois aux attentes d'un grand public anglophone friand de biographies de facture classique. En revanche, tout porte à croire que sa réception dans le champ des études sur l'*Estado Novo* sera plutôt froide. En effet, le livre n'apporte pas de nouvelles connaissances sur la figure de Salazar et reprend sans esprit suffisamment critique des écrits de non-universitaires cherchant avant tout à réhabiliter la figure du dictateur, sans utiliser des archives ou en ne respectant pas la méthode historique.

Bibliographie

- GOVERNO DA REPUBLICA PORTUGUESA. 2013. *Vidas poupadas, Exposição documental. A acção de três diplomatas portuguesas na II Guerra Mundial*. <<http://vidaspoupadas.idiplomatico.pt/>>
- MILGRAM, Avraham. 2010. *Portugal, Salazar e os judeus*. Lisboa : Gradiva.
- NOGUEIRA, Alberto Franco. 1977-1985. *Salazar*. Vol. I-VI. Coimbra: Atlântida Editora.
- I. *A Mocidade e os Princípios (1889-1928)*
- II. *Os Tempos Áureos (1928-1936)*
- III. *As Grandes Crises (1936-1945)*
- IV. *O Ataque (1945-1958)*
- V. *A Resistência (1958-1964)*
- VI. *O Último Combate (1964-1970)*
- RAIMUNDO, Filipa. 2018. *Ditadura e democracia. Legados da memória*. Lisboa : Fundação Francisco Manuel dos Santos.
- RIBEIRO DE MENESES, Filipe. 2009. *Salazar: A Political Biography*. New York : Enigma Books.